



JIA FANGWEN/VCG VIA GETTY IMAGES

Le Canada envoie des millions de dollars en aide étrangère à la Chine, chaque année

Pourquoi le Canada envoie-t-il des millions de dollars à la Chine communiste ?

- Abraham Blondeau
- [08/12/2021](#)

Un récent sondage du ministère des Affaires étrangères a révélé que seulement 4% des Canadiens sont au courant que leur gouvernement envoie des millions de dollars d'aide étrangère à la Chine chaque année. En 2020, le gouvernement canadien a envoyé 6,5 milliards de dollars en aide étrangère ; 14,2 millions de dollars, ou 0,2%, ont été alloués à la Chine.

Tous ces millions ont été envoyés alors même que le gouvernement chinois détient deux Canadiens en prison, les anciens ambassadeurs Michael Kovrig et Michael Spavor. Ces deux hommes furent arrêtés quelques jours seulement après l'arrestation de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou au Canada en 2018. Le *National Post* rapporte que 119 Canadiens sont actuellement sous garde chinoise.

En 2019, le gouvernement canadien a envoyé un paiement de 41 millions de dollars à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) contrôlée par la Chine, ce qui ne représente qu'une partie des 256 millions de dollars promis lorsqu'elle s'est jointe à la banque en 2017. Le Canada est censé effectuer les deux derniers paiements en mars 2021 et 2022. Cela coûtera en moyenne \$0,25 par jour aux Canadiens. Ces capitaux seront utilisés par l'AIIB pour soutenir des projets d'infrastructure en Asie, ou autrement dit, pour financer l'influence de la Chine sur les pays du tiers Monde. Mais les contributions à AIIB sont distinctes de l'aide étrangère.

Selon le site Web de la Plateforme canadienne de développement international, le Canada a envoyé les montants suivants en aide étrangère à la Chine :

- 2019- 41,9 millions de dollars
- 2018- 7,1 millions de dollars
- 2017- 8,5 millions de dollars
- 2016- 1,6 million de dollars
- 2015- 0,1 million de dollars
- 2014- 9,1 millions de dollars
- 2009- 77 millions de dollars (contribution maximale dans l'ensemble des données disponibles)

La Chine possède la deuxième économie mondiale avec un produit intérieur brut de 14,3 trillions de dollars. Pourquoi le Canada envoie-t-il des millions de dollars par année à la Chine ?

Ces paiements d'aide étrangère transitent par diverses agences gouvernementales à travers diverses entreprises, groupes ou organisations gouvernementales en Chine, ce qui rend difficile de déterminer l'utilisation réelle des fonds. Par exemple, en 2019, Environnement Canada a envoyé \$5,8 millions en aide multilatérale à la Chine. Cela signifie que ces fonds ont été envoyés à une organisation internationale ou un groupe gouvernemental qui favorise le développement dans ce pays. De plus, Environnement Canada a envoyé \$6,5 millions de manière bilatérale à la Chine, et Environnement et Changement climatique Canada a envoyé \$3,1 millions de plus bilatéralement. *Bilatéralement* signifie que le donateur sélectionne le groupe spécifique qui reçoit l'argent ou qu'il a des conditions sur la façon dont l'argent est utilisé.

Il s'agit d'un total de \$15,4 millions envoyé par des organismes gouvernementaux canadiens à des entreprises privées ou des organisations contrôlées par le gouvernement pour, supposons-le, des mesures sur les changements climatiques en Chine en 2019. Le *National Post* a rapporté que cet argent est utilisé pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal, une initiative visant à réduire la quantité de produits chimiques destructeurs de l'ozone libéré dans l'atmosphère. La même année, la Chine a été critiquée pour avoir violé le Protocole de Montréal (en plus d'être considérée comme le plus grand pollueur au monde).

Un autre exemple de la façon dont ces fonds peuvent être utilisés est le Fonds canadien d'initiatives locales (CFLI) lancé par l'Ambassade canadienne en Chine. Cette initiative finance des organisations locales en Chine qui s'alignent avec les « priorités thématiques » d'Affaires mondiales Canada. Voici une liste de ce avec quoi les bénéficiaires doivent être alignés comme indiqué sur le site Web du gouvernement canadien :

- l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ;
- une gouvernance inclusive, y compris la diversité, la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit ;
- la dignité humaine, couvrant la santé, l'éducation et la nutrition, y compris la réponse des organisations non gouvernementales locales et à but non lucratif à la maladie du coronavirus (COVID-19) ;
- une croissance qui profite à tout le monde, y compris les droits économiques des femmes, les emplois décent et l'esprit d'entreprise, en investissant dans les plus pauvres et les plus vulnérables, et en sauvegardant les gains économiques.
- Les mesures environnementales et climatiques axées sur l'adaptation et l'atténuation, ainsi que sur la gestion des eaux.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la « Politique d'aide internationale féministe du Canada visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles comme le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté et de bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère. »

Le CFLI dispose d'un budget annuel moyen de 24,6 millions de dollars pour des pays partout autour du monde. Ce programme a été utilisé en Chine en 2019, 2020 et 2021. Quels groupes ont reçu cet argent et à quel point ont-ils fait la promotion de ces thèmes ? Nous ne le saurons peut-être jamais. Ni le gouvernement chinois ni le gouvernement canadien ne rendent ces faits facilement accessibles.

Cependant, cette aide étrangère n'est que la partie visible de l'iceberg lorsqu'il s'agit de l'asservissement économique et politique du Canada à la Chine.

En 2014, le gouvernement conservateur Harper ratifia l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine pour la Promotion et la protection réciproque des investissements, qu'ils ont heureusement raccourci en FIPA. La *Trompette* a initialement fait rapport sur cet accord en 2014. Selon un article de *ThinkPol*, cet accord donne aux entreprises chinoises au Canada le droit de poursuivre le gouvernement canadien pour « les pertes dues à la guerre, à l'état d'urgence nationale, à l'insurrection, à des émeutes ou autres événements semblables ». Cela pourrait rendre le gouvernement canadien responsable des pertes des entreprises dues à la pandémie de la COVID-19. Statistiques Canada a montré qu'à la fin de 2018 il y avait 17 milliards de dollars d'investissements directs étrangers en provenance de Chine qui pourraient avoir subi une perte.

De même, cet accord incluait la garantie que le Canada construirait un oléoduc entre les sables bitumineux de l'Alberta et la côte de la Colombie Britannique. En mai 2018, *Guardian* publiait un article spéculant que le premier ministre Justin Trudeau avait acheté un oléoduc (qui n'est pas encore construit) pour \$4,5 milliards afin d'éviter d'être poursuivi par les entreprises énergétiques chinoises. Cet article dit ce qui suit :

Le FIPA permet notamment aux entreprises énergétiques chinoises de contester les politiques ou les lois locales, provinciales et fédérales qui interfèrent avec leur « droit » de tirer profit des projets énergétiques. Ainsi toute réglementation environnementale, ou oléoducs interrompus, ou les revendications territoriales des Premières nations, pourraient faire l'objet de poursuites intentées par des intérêts corporatifs chinois.

Selon l'accord, ces poursuites peuvent être intentées devant des tribunaux secrets et le gouvernement canadien n'a pas besoin de les divulguer au public à moins qu'un montant ne soit récompensé. Ces poursuites se produisent fréquemment dans le monde entier (comme Keystone XL qui poursuit le gouvernement des États-Unis pour avoir annulé l'oléoduc Keystone). L'article du *Guardian* affirme

également :

À ce moment-là, la Chine investissait déjà massivement dans les sables bitumineux. En 2009, *PetroChina* a acheté une participation de 60% dans deux projets de sables bitumineux non exploités, contenant environ 5 milliards de barils de pétrole. Et en 2013, la société d'État chinoise CNOOC acheta la troisième plus grande société pétrolière et gazière canadienne, Nexen, pour 15,1 milliards de dollars. La Chine a besoin de ce pétrole pour aider à stimuler sa croissance industrielle.

Selon *Reuters*, CNOOC a reçu des subventions salariales dans le cadre de la COVID-19 de la part du gouvernement canadien durant la pandémie (en guise de rappel, CNOOC appartient au Parti communiste chinois). La Banque de Chine, *Air China* et *China Southern Airlines Co.* ont également reçu de subventions salariales.

La Chine a également investi massivement dans l'immobilier canadien. En 2018, le gouvernement chinois a repris de force les actifs *Anbang*, qui possédait des biens immobiliers d'une valeur de plusieurs milliards de dollars au Canada. Selon *Better Dwelling*, ces actifs comprennent :

Le Centre Bentall, un complexe de bureaux emblématique à Vancouver, qui a coûté juste un peu plus d'un milliard *Retirement Concepts*, une entreprise de soins aux personnes âgées en Colombie Britannique et en Alberta, qui se trouve également avoir une empreinte immobilière massive. L'édifice HSBC à Toronto, aussi connu comme le *70 York Street*. Enfin et surtout, *777 Bay Street*, dont le plus gros client est le gouvernement de l'Ontario.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, le *National Post*, le *Western Standard* et le *Toronto Star* ont tous trois rapporté que le Plan de retraite public canadien a investi des millions de dollars dans des entreprises chinoises (inscrites sur la liste noire du gouvernement américain), y compris des cinéastes de propagande et des entreprises qui produisent les composants pour des navires de guerre et des drones chinois.

La situation peut-elle empirer ? Oui.

En 2018, le Premier ministre Trudeau invita l'Armée de libération populaire (PLA) de Chine au Canada pour un entraînement par temps froids à Petawawa, Ontario. Le premier ministre ne voyait aucun problème à inviter les troupes communistes à l'intérieur du Canada et les entraîner à la guerre hivernale. Pourquoi la PLA aurait-il besoin d'un entraînement par temps froids ? Peut-être pour l'utiliser au Tibet, au Népal, en Inde ou en *Alaska*.

La formation fut annulée, mais il ne s'agissait que l'un des 18 projets différents que le Canada a entrepris avec la PLA. Le Canada entraînait également des officiers militaires chinois dans les collèges de guerre de Toronto et Kingston. Le gouvernement libéral a fait marche arrière par rapport à de tels accords lorsque l'histoire éclata à la fin 2020.

Pourquoi le gouvernement canadien devient-il asservi à la Chine ? Pourquoi continue-t-il à envoyer des millions de dollars à une dictature brutale ? Pourquoi ne pas conserver l'argent au Canada ou l'envoyer à un autre pays qui en a réellement besoin ?

C'est une crise nationale, et c'est l'accomplissement de la prophétie biblique !

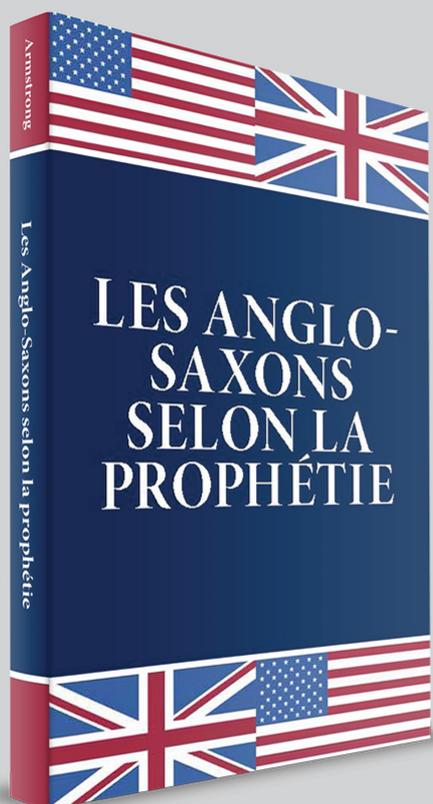
La Trompette a fait état de l'engouement et l'admiration de la famille Trudeau pour les dictatures communistes. Veuillez lire l'article de Robert Morley [Like Father, Like Son](#) [Tel père, tel fils] ». Cela aide à expliquer la réticence de Trudeau à confronter la Chine sur toute question et sa soumission à ses exigences. Le Canada a également été systématiquement conquis par les communistes de l'intérieur. Les professeurs, journalistes, dirigeants politiques, et bureaucrates ont tous été éduqués par un système éducatif marxiste, tout comme Herbert W. Armstrong avait averti dans les années 1950 !

L'économie canadienne et les élites gouvernementales sont *tellement liées à la Chine qu'elles n'ont pas d'autres choix que d'apaiser le Parti communiste* Puisque seulement 4% des Canadiens sont au courant que des millions de dollars des contribuables sont envoyés en Chine, le gouvernement n'est pas tenu responsable.

La revue *The Trumpet* de février 2021 présente un article du rédacteur exécutif, Stephen Flurry, intitulé « [Réveillez-vous face à la menace de la Chine](#) », qui explique comment la guerre militaire, économique et culturelle de la Chine contre l'Occident accomplit la prophétie biblique. Il écrit :

Dieu a averti Israël à plusieurs reprises de ne pas abandonner Sa loi et de ne pas se tourner vers les étrangers pour la prospérité, la protection et les conseils. Ésaïe 2 : 6, par exemple, dit que Dieu « a abandonné la maison de Jacob, parce qu'ils sont pleins de l'orient et adonnés à la magie comme les Philistins, et parce qu'ils s'allient aux fils des étrangers ». L'Amérique a commis le même péché. Plutôt que de faire confiance à Dieu pour les bénir et les défendre, notre peuple a reconnu et échangé avec les dictatures communistes et a même invité des professeurs communistes de Chine et d'autres nations à enseigner à des générations de jeunes Américains et Britanniques. Cela a corrompu notre jeunesse, sapé notre économie et affaibli mortellement notre nation. La naïveté, la cupidité et la déloyauté des Américains nous ont rendus mortellement vulnérables au sabotage par des nations étrangères.

Au lieu de faire confiance à Dieu, le Canada s'est vendu à la Chine et est devenu redevable à une nation qui ambitionne de remplacer l'Amérique en tant que prochaine superpuissance. Mais la Bible explique ce qui arrivera à la Chine et au Canada dans un avenir proche. Veuillez lire notre littérature gratuite [Russia and China in Prophecy](#) (*La Russie et la Chine selon la prophétie*—disponible en anglais seulement) et [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#) pour comprendre où mèneront ces événements mondiaux.



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**Les Anglo-
Saxons selon
la prophétie**

maintenant en cliquant